



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Géopolitique

La crise ukrainienne fait dévisser les marchés boursiers

L'Europe chutait lourdement dans les premiers échanges ce lundi, avec des pertes de plus de 3% à Paris, Milan et Francfort ... • (Page 08)

Turquie

Baisse de la TVA sur les produits alimentaires de base

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé samedi ... • (Page 08)



Préparation de la 8ème édition du Salon des Banques et des PME de l'UEMOA • (Page 03)

Nathalie BITHO fait le point avec Hermann NAGALO



Activités génératrices de revenus • (Page 04)

L'association Terreau Fertile forme 50 jeunes femmes

Coopération Sud-Sud Faure Gnassingbé en visite officielle au Libéria

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé est depuis ... • (Page 02)

Fiscalité au Togo

Adoyi Esso-Wavana apporte son expertise

Le cabinet « E2A CONSULTING », a formé ce jeudi 10 février 2022 à Lomé, les directeurs généraux et adjoints, responsables et membres des Services en charge ... • (Page 04)

Mise en œuvre de l'Agenda 2063

L'UA reçoit 11,48 millions de dollars de la BAD

La Commission de l'Union africaine (CUA) bénéficiera prochainement d'une subvention de 11,48 millions de dollars du Fonds africain de ... • (Page 06)

Consommation

Pourquoi le prix du bol de Gari a flambé ?

Sur les différents marchés de référence de Lomé et dans la banlieue, le bol de Gari (semoule ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setifto.go.tg

...Nous comptons bien être fidèle ... Nous comptons bien être fidèle ... Nous comptons bien être fidèle ...

Coopération Sud-Sud

Faure Gnassingbé en visite officielle au Libéria

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé est depuis dimanche en visite officielle au Libéria. Le déplacement, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration des 200 ans de la fondation du pays, s'effectue à l'invitation de son homologue Georges Weah.



Communiqué de presse

Monrovia, 13 février 2022

A l'invitation de SEM George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, le Président de la République Togolaise, SEM Faure Essozimna Gnassingbé effectue ce 13 février 2022 une visite officielle à Monrovia.

Le chef de l'Etat assistera avec d'autres dirigeants, ce 14 février, à la cérémonie de lancement officiel des festivités commémoratives du bicentenaire de la fondation de ce pays frère.

Le Président de la République est l'invité spécial de cette commémoration, ce qui témoigne du sens de leadership qui lui est reconnu dans la sous-région ouest africaine.

Le Chef de l'Etat va saisir l'occasion pour adresser ses chaleureuses félicitations au Président George Manneh Weah pour cet événement historique et former les vœux de paix sociale et de cohésion nationale au peuple libérien.

Le Togo et le Libéria développent d'excellentes relations d'amitié et de coopération sur des sujets d'intérêt commun. La dernière visite du Président libérien au Togo remonte au 19 octobre 2021.

www.presidence.gouv.tg | f t y o w @presidencetg

AUX DECIDEURS...

Participation du public au processus budgétaire

Les pays africains sont confrontés à deux grands défis en matière de gestion des finances publiques.

Premièrement, beaucoup manquent de capacité budgétaire en raison des faiblesses structurelles de leur économie et des lacunes de l'administration fiscale. Le caractère informel prédominant de l'emploi salarié et la dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance dans la plupart des pays rendent difficile la collecte de revenus. Par conséquent, en moyenne, les pays africains ne perçoivent que 16,6 % du produit intérieur brut (PIB) en impôts.

À titre de comparaison, les pays de la région Asie-Pacifique perçoivent environ 21 % du PIB en impôts. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont une moyenne d'environ 23 %.

Au sommet, le prélèvement fiscal moyen dans les pays à revenu élevé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est d'environ 34 %.

Deuxièmement, les déficits de capacité budgétaire des pays africains sont souvent aggravés par le manque de déploiement prudent et responsable des ressources publiques. L'existence d'éléphants blancs et de projets inachevés abandonnés dans de nombreux pays trahit des échecs systémiques de la planification et de la mise en œuvre des projets.

De même, un certain nombre de pays dépensent régulièrement moins d'argent que prévu dans le budget.

Par exemple, une étude de l'Organisation mondiale de la santé de 2018 a révélé que, malgré le besoin urgent d'investissements dans la santé publique, environ 10 à 30 % des fonds alloués aux ministères de la santé de la région ne sont pas dépensés.

Enfin, bien que la corruption ne soit pas le principal problème qui perturbe la gestion des finances publiques dans la plupart des États africains, le gaspillage et les distorsions des processus budgétaires qui y sont associés limitent l'impact des dépenses publiques.

Les effets conjugués des deux défis maintiennent de nombreux pays africains dans un équilibre sous-optimal. La moralité fiscale est freinée par des schémas de dépenses inefficaces qui ne répondent pas aux besoins des contribuables. À son tour, cela réduit la charge fiscale globale et renforce le manque de capacité fiscale du gouvernement.

L'absence d'une base de revenus solide signifie que les gouvernements africains ne peuvent pas entreprendre d'importants investissements dans les biens et services publics qui sont nécessaires pour réaliser un changement économique structurel dans la région.

Une possibilité de sortir du gouffre fiscal dans lequel se trouvent de nombreux gouvernements africains consiste à accroître la participation du public au processus budgétaire. Cela peut se faire directement ou par l'intermédiaire de représentants législatifs élus. L'enracinement d'une culture politique de participation publique et de contribution législative dans le processus budgétaire ne serait certainement pas une solution miracle. Mais cela augmenterait l'alignement entre les crédits budgétaires et les priorités des contribuables.

Au niveau individuel, la recherche montre que dépenser de l'argent dans les domaines prioritaires des contribuables est susceptible de stimuler le civisme fiscal, améliorant ainsi la capacité budgétaire globale.

Les incitations à impliquer les législatures dans le processus budgétaire sont tout aussi fortes. Les assemblées législatives font partie intégrante d'un gouvernement démocratique responsable. Par conséquent, au lieu de toujours s'en remettre aux ministères des Finances, les législatures africaines devraient être au cœur du processus d'appropriation.

Le monopole actuel des processus budgétaires par les ministères des finances pose deux problèmes.

Premièrement, sans apport législatif (représentant idéalement les intérêts des circonscriptions des législateurs individuels), de nombreux budgets de la région reflètent les priorités des présidents et des groupes d'intérêts alliés. Parce que l'appropriation n'est pas toujours liée aux besoins réels sur le terrain, il n'est pas étonnant que les gouvernements gaspillent de l'argent sur des éléphants blancs ou des projets inachevés.

Deuxièmement, étant donné que la participation de la plupart des législatures au processus budgétaire a tendance à se limiter à des votes positifs ou négatifs sur les propositions de l'exécutif, les législateurs individuels sont peu incités à acquérir une expertise en matière d'appropriation législative et de contrôle budgétaire. Devenir bon dans ces rôles législatifs demande du temps et des efforts. En termes simples, ne pas impliquer les législatures dans le processus budgétaire affaiblit l'importante fonction de contrôle des législatures.

Ces défis de gestion des finances publiques nationales sont souvent aggravés par les donateurs et les organisations multilatérales. Presque tous prennent des engagements rhétoriques envers des institutions fortes et la démocratie. Pourtant, lorsqu'il s'agit de questions budgétaires, beaucoup préfèrent s'engager exclusivement avec les présidents, les ministères des finances et les banques centrales au détriment des législatures et des organisations de la société civile.

Pour engendrer le développement de processus cohérents de gestion des finances publiques dans les États africains, les organisations multilatérales et les donateurs devraient s'efforcer d'inclure les législatures et les organisations de la société civile dans toutes les questions relatives à la politique budgétaire. Ce serait la chose juste et démocratique à faire. Cela augmenterait également la probabilité d'une utilisation prudente des ressources par les gouvernements.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km ²		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

Préparation de la 8ème édition du Salon des Banques et des PME de l'UEMOA

Nathalie BITHO fait le point avec Hermann NAGALO

La Présidente de la Délégation Spéciale de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI Togo) Nathalie BITHO a tenu une séance de travail avec une délégation du Secrétariat Permanent du Salon des Banques et des PME de l'UEMOA. Au menu de leurs discussions, les préparatifs de la 8ème édition du Salon des Banques et des PME de l'UEMOA prévue pour se tenir à Lomé.



• Joël YANCLO

En séjour dans la capitale togolaise, fin janvier 2022, dans le cadre des préparatifs de la 8ème édition du Salon des Banques et des PME de l'UEMOA, prévue au mois de Novembre 2022 à Lomé, la délégation conduite par le Secrétaire Permanent de ladite institution, Hermann NAGALO, a rendu une visite de courtoisie à la Présidente de la Délégation Spéciale de la CCI Togo, Nathalie BITHO, occasion pour lui de faire l'état des lieux dans l'organisation de cette manifestation. Hermann NAGALO, Secrétaire Permanent du Salon des Banques et des Petites et Moyennes Entreprises de L'UEMOA (SBPME-UEMOA), a déclaré avoir profité de la visite de concertation et d'information pour présenter le salon des

pays de L'UEMOA qui est un cadre de rencontre dédié aux banques et les structures d'accompagnement de l'espace communautaire. Pour lui, dans un contexte de libre échange continentale, les PME de l'UEMOA, au-delà de la compétitivité ont besoin d'une meilleure coopération, et ce salon est destiné à renforcer cette coopération entre les institutions financières des pays de l'espace pour le développement du commerce intracommunautaire. Il s'est dit confiant que la CCI Togo apportera sa touche pour la réussite de cet événement, raison de sa rencontre avec les premiers responsables de la chambre consulaire pour solliciter cet accompagnement.

Espace de promotion des PME

Le Salon des Banques & PME est une rencontre an-

nuelle et tournante dans les États membres de l'UEMOA. Il est dédié aux Startups, Microentreprises, PME, et sert de cadre d'échange et de réflexion sur leur organisation, leurs difficultés et, surtout, de partage des Bonnes pratiques et Stratégies innovantes, afin de mieux s'insérer dans l'économie face à une concurrence mondiale. Ce rendez-vous est une excellente occasion de développer des relations d'affaires entre PME, et aussi, entre elles et leurs partenaires, notamment, les Banques et Établissements financiers, les Agences spécialisées au sein des Ministères en charge des PME, les Structures d'accompagnement, les Grandes entreprises, les Assurances - Fonds - Business Angels, les Associations et Organisations professionnelles, les ONG et Institutions communautaires, etc.



Climat

« Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés », alerte le chef du GIEC

Le défi de la lutte contre le changement climatique est plus important que jamais, a estimé lundi le chef d'un groupe d'experts des Nations Unies sur le climat, qui va examiner pendant deux semaines un rapport sur les conséquences du réchauffement de la planète.



« La nécessité du deuxième rapport du groupe de travail n'a jamais été aussi grande, car les enjeux n'ont jamais été aussi élevés », a déclaré lors d'une vidéoconférence, Hoesung Lee, Président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). Ce lundi, 195 pays vont commencer à étudier un deuxième rapport du GIEC sur les conséquences du réchauffement climatique, quelques mois seulement après un premier rapport alarmant. La session qui débute aujourd'hui doit se poursuivre jusqu'au 25 février. Selon le chef du GIEC, ce cycle d'évaluation intervient dans des « circonstances imprévues et difficiles ». « En septembre 2017, lorsque le GIEC a approuvé les grandes lignes du rapport du groupe de travail II, nous ne nous attendions pas à ce que la pandémie de Covid-19 engloutisse la planète entière », a-t-il dit, rappelant « les défis sans précédent » posés par la pandémie au travail des experts du climat.

Pour aider les décideurs à dessiner les réponses aux impacts climatiques

Ces derniers doivent approuver un rapport axé sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité au changement climatique. Lors de la cérémonie d'ouverture, la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a d'ailleurs insisté sur l'importance du travail du GIEC, qui « sous-tend l'action en matière de climat ». D'autant que sur le terrain, « la croissance des impacts climatiques dépasse de loin nos efforts pour s'y adapter ». « Nous savons que le monde est déjà informé des preuves scientifiques que le

GIEC a présentées d'année en année, de décennie en décennie, mais reconnaître les preuves n'est qu'un premier pas », a affirmé Inger Andersen. « Les pays, les villes, les entreprises, les investisseurs et les acteurs individuels, les consommateurs doivent transformer ce premier pas en sprint si nous ne voulons pas dépasser +1,5°C », par rapport à l'ère préindustrielle, a-t-elle ajouté, relevant l'importance capitale d'un rapport pouvant « aider les décideurs mondiaux à dessiner les réponses aux impacts climatiques ».

Les effets du changement climatique sont déjà « très visibles »

A noter que dans le premier volet de leur rapport publié en août dernier, les experts climat de l'ONU (GIEC) estimaient que le mercure atteindrait autour de 2030, soit dix ans plus tôt qu'espéré, le seuil de +1,5°C, objectif le plus optimiste de l'accord de Paris. Avant un troisième document en avril sur les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, le deuxième volet du sixième rapport d'évaluation, intègre plus fortement les sciences naturelles, sociales et économiques. Les conséquences sur la sécurité alimentaire, la santé, les villes, les mouvements de population, ou encore sur la biodiversité et les écosystèmes, ainsi que les mesures prises pour s'adapter à ces changements seront au cœur

du nouveau rapport. Or selon le patron de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les effets du changement climatique sont déjà « très visibles ». « Nous les avons vus se produire dans le monde entier. Les chefs d'État l'ont compris à Glasgow. Pas un seul chef d'État n'a remis en cause les faits scientifiques. Le message est passé et le message a été entendu », a affirmé Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM à l'ouverture de la 55e session du GIEC.

Le défi de l'adaptation climatique

Quelque 270 scientifiques de 67 pays ont permis de produire le rapport qui est à l'étude au GIEC. Des experts du monde entier ont également fourni plus de 16.000 commentaires sur la première version du rapport. Les experts et les gouvernements ont fourni plus de 40.000 commentaires sur la deuxième version du rapport complet et sur la première version du résumé à l'intention des décideurs, qui ont d'ailleurs envoyé environ 5.700 commentaires. La contribution du groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation et le rapport de synthèse final devraient être finalisés respectivement début avril et septembre 2022. Outre l'atténuation, l'OMM estime qu'il est essentiel de prêter attention à l'adaptation.

Avec news.un.org



Activités génératrices de revenus

L'association Terreau Fertile forme 50 jeunes femmes

Sur initiative de l'association Terreau Fertile, 50 jeunes femmes togolaises issues des 5 régions économiques du Togo reçoivent depuis ce lundi 14 février 2022, une formation en création d'activités génératrices de revenus, initiée par l'association Terreau Fertile.

● Joël YANGLLO

Deux semaines durant, ces femmes seront amenées à perfectionner leurs acquis en fabrication d'accessoires en pagnes et perles, en mini-pâtisserie et en décoration. Elles seront également initiées à la création et à la gestion d'entreprise. Les bénéficiaires de cette formation sont une sélection des 500 femmes défavorisées, formées en 2021 dans le cadre de la campagne Solidarité Fertile 2021. Cette initiative vise à promouvoir l'entrepreneuriat et à lutter contre la vulnérabilité, surtout chez la jeune femme. Ainsi, après une pause bien méritée, l'association Terreau Fertile reprend du service sans faillir à son plus grand objectif, celui de promouvoir l'entrepreneuriat togolais et de lutter contre la vulnérabilité surtout celle de la jeune femme défavorisée. En 2021, grâce à la



campagne Solidarité Fertile, près de 500 jeunes femmes avaient été formées sur toute l'étendue du territoire en Activités génératrices de revenus (AGR). La phase de formation démarrée, lundi 14 février 2022 va s'articuler autour du renforcement de capacités et d'outillage de 50 de ces jeunes femmes retenues. Ces jeunes femmes venues de Dapaong, de la Kozah 3, de Tchamba, du Kloto, de l'Avé 2, recevront une formation supérieure en décoration, en fabrication

d'accessoires en pagnes et en perles, en mini-pâtisserie. Elles seront également outillées afin de pouvoir faire de leurs acquis de vrais business et aussi de pouvoir transmettre à d'autres ces formations. Cette activité rentre dans le cadre de la volonté de l'association Terreau Fertile à apporter son appui à la promotion de l'entrepreneuriat féminin et à l'autonomisation de la jeune femme en situation défavorable au Togo.

Education

Le gouvernement va débloquer 5 milliards FCFA pour la gratification exceptionnelle des enseignants

Le gouvernement togolais va décaisser 5 milliards FCFA pour assurer la gratification exceptionnelle des enseignants sur la période de janvier 2021 au 31 décembre 2025. L'annonce a été faite via un communiqué, ce mercredi 09 février 2022, au terme d'une nouvelle rencontre d'échanges entre les acteurs de l'éducation et les autorités togolaises.

Selon l'exécutif, une part importante de ces ressources bénéficiera aux enseignants fonctionnaires sous forme d'allocations annuelles non « indexables », sur la période visée. L'autre portion devrait servir à aider les enseignants volontaires des établissements scolaires publics, selon « des critères à définir par le gouvernement » ainsi qu'à améliorer la subvention de l'Etat à l'enseignement confessionnel. La mise en œuvre de cette mesure devrait définitivement vider un vieux contentieux entre



les organisations syndicales des enseignants et le gouvernement, et à l'origine en novembre 2021, d'un mouvement de grève jugé illégal. Outre cette gratification, les pouvoirs publics togolais prévoient « d'autres mesures en faveur du secteur de l'éducation ». Notam-

ment le recrutement de près de 3000 enseignants, de 250 élèves enseignants des filières scientifiques au cours de l'année 2022, et la construction de 5000 salles de classe dans le cadre du projet « augmentation de capacités d'accueil en milieu scolaire ». Notons que pour le compte de cette année, le gouvernement de Victoire Tomégah-Dogbé a prévu de doter le ministère chargé du secteur d'une enveloppe de 151 milliards FCFA.

Avec Togo First

Fiscalité au Togo

Adoyi Esso-Wavana apporte son expertise

Le cabinet « E2A CONSULTING », a formé ce jeudi 10 février 2022 à Lomé, les directeurs généraux et adjoints, responsables et membres des Services en charge de la comptabilité, de la fiscalité venus de plusieurs entreprises et institutions du pays sur la maîtrise des innovations de la loi de finances 2022.

● Bernard AFAWOUBO

L'ex-commissaire général des impôts à l'Office Togolais des Recettes (OTR), Ahmed Esso-Wavana Adoyi veut apporter son expertise à la population togolaise. Elle met son savoir-faire en matière de la fiscalité au service des populations à travers la création du cabinet « E2A CONSULTING ». Le cabinet « E2A CONSULTING » a démarré ses activités le jeudi 10 février dernier à travers un séminaire de formation à l'endroit des directeurs généraux et adjoints, responsables et membres des Services en charge de la comptabilité, de la fiscalité venus de plusieurs entreprises et institutions du pays. Axée autour du thème : « Maîtriser les innovations de la loi de finances 2022 pour un bon démarrage de l'exercice comptable 2022 en toute sécurité fiscale », ce séminaire de formation vise à informer et à expliquer aux participants, les dispositions contenues dans la nouvelle loi des finances. En effet, le cabinet « E2A CONSULTING » qui est essentiellement constitué d'inspecteurs des impôts chevronnés, de Juristes-Fiscalistes pluridisciplinaires, de Comptables et de Gestionnaires des Ressources Humaines de haut niveau ambitionne de faire de la fiscalité, un véritable outil de développement économique des pays du continent en contribuant au renforcement des performances des entreprises à travers une justice fiscale et une bonne politique fiscale garantissant un développement économique durable pour tous et en favorisant l'expansion du civisme fiscal à travers un libre consentement à l'impôt. « La



fiscalité est une matière très dynamique. Nous avons eu l'occasion de gérer cette matière pendant toute une carrière. Ce qui nous a permis avec la création de l'OTR, d'occuper le premier poste de responsabilité au niveau du commissariat des impôts. En plus de cela, depuis 2004, nous avons passé notre temps à partager notre connaissance dans l'enseignement qui est devenu une passion. Aujourd'hui, la fiscalité étant notre métier, l'expertise que nous avons, dans la gestion de cette matière aujourd'hui, la fiscalité étant notre métier, l'expertise que nous avons, dans la gestion de cette matière qui est la matière des matières, nous disons que créer un cabinet serait pour nous, une occasion d'apporter notre contribution à la réussite de la fiscalité dans notre pays et sur le plan international », a indiqué Esso-Wavana Adoyi, Gérant du cabinet « E2A CONSULTING ». « Nous sommes aussi disponibles à accompagner les autres pays de la sous-région à mettre en place un office de recettes performant comme celui du Togo. Notre cabinet est également prêt à aider les communes à évaluer leurs patrimoines afin de mettre en place une bonne politique fiscale », a ajouté M. Adoyi,

Fiscaliste, macro-économiste, consultant spécialiste des réformes des politiques fiscales, des administrations fiscales et des offices de recettes.

A propos du cabinet « E2A CONSULTING »

La Société E2A CONSULTING intervient dans les domaines de consultations juridiques, fiscales et douanières ; audit, assistance juridique et fiscale ; coaching des entreprises et industries en fiscalité et en comptabilité, audit du portefeuille de crédit des banques et établissements financiers ; établissement ou revue des déclarations fiscales et paiement des impôts ; assistance à la mise en place des procédures de contrôle fiscal interne, assistance et accompagnement des entreprises et des particuliers lors des contentieux fiscaux juridictionnels ; assistance en fiscalité du patrimoine, conseil en politique fiscale et budgétaire et en gestion des administrations fiscales ; conseil en fiscalité locale, audit, assistance à la tenue de comptabilité, commissariat aux comptes, formation professionnelle en fiscalité, en comptabilité et en gestion des ressources humaines, etc.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**

Siège social : 18, Avenue Joseph Anoma, Plateau – 01 BP 3802 Abidjan

Tél. : +225 20 326 685 / +225 20 326 685 Fax : +225 20 326 684

E-mail : brvm@brvm.orgSite web : www.brvm.org**AVIS N° 018 - 2022 / BRVM / DG****FCTC TEYLIOM IMMO****Emprunt obligataire
"FCTC TEYLIOM IMMO 7 % 2021-2028"****PREMIERE COTATION**

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) porte à la connaissance du public et des intervenants du marché, que la première cotation de l'emprunt "FCTC TEYLIOM IMMO 7 % 2021-2028" admis au compartiment des obligations de la BRVM, aura lieu le **lundi 28 février 2022**.

Dans sa recherche de mécanismes financiers innovants lui permettant de refinancer son portefeuille de créances en vue d'optimiser sa capacité d'intervention, TEYLIOM PROPERTIES GROUP a opté pour la titrisation de créances. La société a ainsi établi, conjointement avec la société de gestion AFRICA LINK CAPITAL TITRISATION, le compartiment "FCTC TEYLIOM IMMO 7 % 2021-2028" du Fonds Commun de Titrisation de Créances dénommé FCTC TEYLIOM IMMO.

La diffusion des titres "FCTC TEYLIOM IMMO 7 % 2021-2028" dans le public au prix de 10 000 FCFA par obligation a eu lieu du 20 mai au 1^{er} juin 2021.

A l'issue de cette opération, 2 000 000 d'obligations "FCTC TEYLIOM IMMO 7 % 2021-2028" pour un montant total de 20 000 000 000 FCFA ont été souscrites sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA.

La date de jouissance desdites obligations est le **08 juin 2021**.

La procédure d'introduction retenue pour la première journée de cotation est la **procédure ordinaire** avec un cours de référence fixé à 10 000 FCFA.

Le premier cours de négociation sera déterminé par la confrontation des ordres d'achat et de vente.

Le symbole adopté pour le titre est "**FTIMC.O1**".

Les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) BRIDGE SECURITIES et NSIA FINANCE, sont responsables de l'introduction en bourse des obligations "FCTC TEYLIOM IMMO 7 % 2021-2028".

Les investisseurs qui désirent consulter la note d'information ou obtenir plus d'informations concernant cette émission obligataire, sont priés de communiquer avec les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)

- NSIA FINANCE : 01 BP 1274 Abidjan 01, Plateau, 8-10 Avenue Joseph ANOMA, Tél. : (225) 20 20 06 53, Fax : (225) 20 33 90 93 ;
- BRIDGE SECURITIES : 01 BP 13002 Abidjan 01, Plateau, 33 Avenue du Général de Gaulle, Tél. : (225) 27 20 30 77 17, ou toute autre SGI installée dans les pays de l'UEMOA.

Pour toute information complémentaire concernant cet avis, veuillez contacter la BRVM à son siège ou les Antennes Nationales de Bourse établies dans chacun des pays de l'UEMOA.

Fait à Abidjan, le 11 février 2022

Le Directeur Général

Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE

Mise en œuvre de l'Agenda 2063

L'UA reçoit 11,48 millions de dollars de la BAD

La Commission de l'Union africaine (CUA) bénéficiera prochainement d'une subvention de 11,48 millions de dollars du Fonds africain de développement pour renforcer sa gouvernance et lui apporter un appui institutionnel.



● Nicole ESSO

L'approbation de la subvention, par le biais du guichet régional des biens publics du Fonds, est intervenue quelques jours avant la 35^e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine, qui s'est clôturée dimanche dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba. En marge de l'Assemblée, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, et la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine, le Dr Monique Nsanzabaganwa, se sont rencontrés le jeudi 3 février pour discuter de l'avenir et des défis de l'organisation. Nsanzabaganwa a exprimé la profonde gratitude de l'institution pour la subvention. La subvention contribuera au renforcement des capacités institutionnelles du projet de l'Union africaine, un programme conçu pour améliorer la capacité de la CUA à piloter l'Agenda 2063. L'Agenda 2063 est la vision de l'Union africaine pour « une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée

par ses propres citoyens ». et représentant une force dynamique sur la scène mondiale. Il comprend des programmes visant à stimuler la croissance économique et le développement de l'Afrique et à conduire à la transformation rapide du continent. En 2017, la CUA a lancé un processus de réforme institutionnelle complet pour rendre l'institution plus agile, efficace et financièrement autonome. Le projet poursuivra ces réformes en modernisant ses systèmes, ainsi qu'en améliorant les capacités de planification, de coordination et de prestation de services. Nsanzabaganwa a déclaré que les fonds couvriront trois composantes principales : le renforcement institutionnel ; la planification des politiques, la coordination et la prestation de services ministériels ; et gestion de projet. En outre, il contient d'importantes garanties environnementales et sociales et des considérations sensibles au genre. Une partie des fonds serait allouée aux pratiques de réduction des risques de catastrophe de la Commission de l'UA et aux mécanismes d'adaptation

au changement climatique, tandis que le soutien aux femmes comprendra l'élaboration des lignes directrices et du tableau de bord de la Commission en matière d'intégration du genre et de la jeunesse et des activités connexes en plus du soutien au cadre institutionnel de l'UA. La Banque africaine de développement est un partenaire de longue date du programme de développement de l'Union africaine, soutenant des programmes tels que son programme Agence de développement-NEPAD pour le développement des infrastructures en Afrique. Il soutient également le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies et le programme Climat pour le développement en Afrique. Le coût total du projet est de 12,6 millions de dollars, y compris une contribution de contrepartie en nature de l'Union africaine. Le succès du projet devrait encourager des contributions similaires d'autres institutions de développement.

Cours en ligne sur le patrimoine africain

Une collaboration entre universités françaises et sénégalaise

La protection des biens patrimoniaux en Afrique est rendue complexe par des problèmes économiques, le manque de ressources humaines, les conflits armés et le terrorisme. Le continent possède un grand potentiel naturel et culturel qui pourrait contribuer à développer le secteur du tourisme.

Une collaboration entre les universités françaises de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de Sorbonne Nouvelle, et l'Université Gaston Berger au Sénégal a permis de lancer un cours en ligne sur le patrimoine africain. Il propose un aperçu et une approche diversifiée sur le patrimoine africain, ses défis et les opportunités qu'il représente pour le développement des territoires et des communautés locales. Le cours sous forme de MOOC s'adresse à la fois aux universitaires (enseignants, chercheurs, étudiants), aux gestionnaires des sites patrimoniaux, des

musées et des biens du patrimoine culturel immatériel (PCI), aux agences d'Etat et aux décideurs locaux et de façon plus générale, aux professionnels impliqués dans la gestion du patrimoine en Afrique. La formation de 8 semaines sera axée sur les enjeux et perspectives du patrimoine naturel et culturel africain. Elle va aborder entre autres les thématiques telles que l'économie touristique et le marketing du patrimoine; le PCI en Afrique dans le processus de globalisation; la gestion des musées en Afrique; les défis et perspectives; la spoliation, restitution et retour

des biens culturels africains, ainsi que les TIC au service du patrimoine. Le MOOC a pour objectif d'apporter aux apprenants des compétences sur la richesse et la diversité du patrimoine africain et de comprendre les défis de sa reconnaissance dans le contexte marqué par la restitution des biens patrimoniaux africains. Notons que pendant longtemps, un courant anti-restitution indiquait que le continent n'avait pas les compétences et les ressources humaines nécessaires pour gérer et protéger son patrimoine.

Avec Agence Ecofin

Sénégal

L'Usaid subventionne deux entreprises pour l'eau potable et l'assainissement

Dans le cadre de son initiative West Africa Trade & Investment Hub (Trade Hub), l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) accorde une subvention de 1,5 million de dollars à West Africa Water SA et Delta SA pour des projets d'eau potable et d'assainissement au Sénégal.

Washington soutient le processus d'amélioration des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement au Sénégal. L'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) met à la disposition de deux entreprises une subvention de 1,5 million de dollars pour construire des installations de production d'eau potable et d'assainissement. La subvention s'inscrit dans le cadre de son initiative West Africa Trade & Investment Hub (Trade Hub). Parmi les entreprises retenues pour ce financement, figure West Africa Water SA. La filiale de Swiss Fresh Water SA, basée au Sénégal recevra 505 000 dollars. West Africa Water SA utilisera les fonds pour déployer ses kiosques franchises Diam's sur 25 sites dans la région de Dakar afin de soutenir les installations existantes. Ces kiosques seront également installés dans les régions de Thiès et de Kaolack. Chaque kiosque sera capable de fournir 4 m³ d'eau potable par jour, de quoi desservir 78 905



personnes d'ici à 2023.

Étendre le réseau de collecte des eaux usées de Dakar

« Environ 413 emplois seront créés et maintenus, principalement pour les franchisés/opérateurs de kiosques, dont la majorité sera des femmes et/ou des jeunes », indique l'Usaid. L'autre entreprise sélectionnée par l'Usaid est Delta SA, spécialisée dans les services de maintenance des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales au Sénégal. La société se servira de sa subvention, soit 999 493 dollars, pour étendre et améliorer le réseau de collecte des eaux usées de Dakar et de sa banlieue, ainsi que des

régions de Rufisque, Thiès, Saint-Louis, Kaolack, Matam, Diourbel et Tambacounda. Les travaux d'assainissement bénéficieront à 148 475 ménages d'ici à 2024, de quoi modifier les statistiques actuelles au Sénégal. Le pays d'Afrique de l'Ouest affiche un taux d'accès à l'assainissement de « 67,4 % en milieu urbain et de 42,3 % en zone rurale », selon El Hadji Abdourahmane Ndione, le directeur général de l'Association sénégalaise de normalisation (ASN) Delta SA offrira également des opportunités d'emplois directs à 120 emplois directs, dont 56 réservés aux femmes et/ou aux jeunes.

Avec afrik21

TPE & PME

La nouvelle offre d'Orange contre les cyberattaques

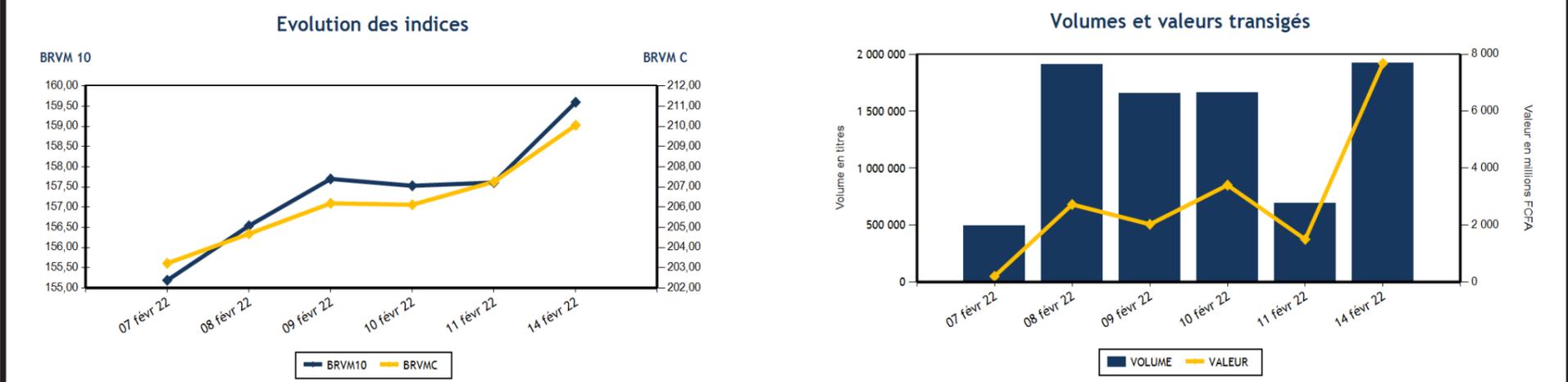
Fort de l'expertise d'Orange Cyberdefense, leader dans la cybersécurité en Europe, Orange propose aux TPE et PME le service Cyber protection, un antivirus de nouvelle génération, afin de mieux les protéger contre les cyberattaques

Dans un contexte de forte accélération des usages digitaux, la cybercriminalité s'est considérablement développée et les TPE et PME sont aujourd'hui la cible de 77% des cyberattaques. L'offre Cyber Protection répond ainsi à un besoin croissant de sécurisation des données souvent vitales pour l'activité de ces petites structures n'ayant pas toujours le temps et les moyens pour s'y consacrer. Le fonctionnement de Cyber Protection combine l'intelligence artificielle et l'expertise humaine. Une protection des équipements connectés de l'entreprise est assurée 24h/24 et 7j/7 avec : l'installation d'un agent logiciel sur l'ordinateur ; une surveillance humaine par les experts en cybersécurité d'Orange Cyberdefense. Les mises à jour de la solution de protection sont pilotées à distance par les équipes d'Orange Cyberdefense, assurant au client une protection la plus optimale possible. Dès qu'une nouvelle menace numérique est identifiée chez un client,

les experts identifient la signature de l'attaque et traquent celle-ci sur tous les ordinateurs bénéficiant de Cyber Protection. Par ailleurs les experts peuvent rechercher des traces de compromission passées jusqu'à 3 mois. Le client peut ainsi être alerté en amont de la présence d'une menace furtive en sommeil afin d'anticiper les attaques. L'utilisateur peut accéder depuis son tableau de bord, aux fichiers mis en quarantaine et aux solutions préconisées. Ce système de protection permet notamment d'anticiper les nouvelles formes d'attaques numériques, du type ransomwares* de plus en plus fréquentes. L'offre Cyber Protection, équivalente à celle proposée aux grandes entreprises, bénéficie de l'expertise développée par Orange Cyberdefense, l'entité du groupe Orange dédiée à la cybersécurité en France et à l'international. « Le nombre de cyberattaques impactant les TPE et PME ne cesse d'augmenter et il nous est apparu comme une évidence de leur proposer une solution qui peut les

protéger efficacement de la cybercriminalité. C'est donc tout naturellement, que nous avons construit spécifiquement pour eux une offre qui bénéficie du savoir-faire développé par Orange Cyberdefense, auprès de plus de 4000 grandes et moyennes entreprises françaises. » indique Pierre Clément, Directeur Entreprises France. Hugues Foulon, CEO d'Orange Cyberdefense et Directeur Exécutif Stratégie et Sécurité d'Orange, précise : « Les attaques visant les PME-TPE sont non seulement de plus en plus fréquentes mais ont aussi un impact de plus en plus fort, puisque 60% des PME subissant une cyberattaque déposent le bilan sous six mois. C'est pourquoi Orange Cyberdefense, leader français de la cybersécurité pour les entreprises, est ravi de mettre son savoir-faire et ses experts au service des clients PME-TPE d'Orange. Ils pourront ainsi bénéficier d'une cybersécurité de nouvelle génération qui s'adapte en permanence aux évolutions des menaces et protège leur compétitivité »

BRVM 10	159,60	 BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE N° 31 lundi 14 février 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	210,06
Variation Jour	↑ 1,26 %		Variation Jour	↑ 1,35 %
Variation annuelle	↑ 3,97 %		Variation annuelle	↑ 3,85 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 323 334 240 047	1,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 307 699	122,39 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 384 577 805	197,96 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	5,88 %
Nombre de titres en baisse	11	-15,38 %
Nombre de titres inchangés	14	7,69 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	12 820	7,46 %	21,00 %
SETAO CI (STAC)	1 780	7,23 %	143,84 %
SAFCA CI (SAFC)	965	7,22 %	13,53 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	825	7,14 %	-7,82 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 680	5,28 %	11,37 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 504 955 830 782	0,27 %
Volume échangé	615 012	491,72 %
Valeur transigée (FCFA)	6 295 383 378	505,62 %
Nombre de titres transigés	9	12,50 %
Nombre de titres en hausse	5	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-20,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 655	-2,65 %	-5,43 %
SICABLE CI (CABC)	1 150	-2,54 %	13,30 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 505	-2,07 %	-5,85 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 200	-1,98 %	-11,19 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 355	-1,88 %	0,21 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	114,49	0,09 %	3,98 %	17 252	58 830 055	22,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	472,19	1,76 %	5,20 %	89 770	763 629 835	8,25
BRVM - FINANCES	15	79,41	1,59 %	2,96 %	1 120 351	218 089 440	13,72
BRVM - TRANSPORT	2	617,35	-0,39 %	-0,77 %	10 864	27 706 875	10,32
BRVM - AGRICULTURE	5	251,37	0,29 %	3,31 %	35 948	250 667 115	15,89
BRVM - DISTRIBUTION	7	417,05	1,40 %	2,36 %	19 759	41 840 395	26,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 196,31	7,23 %	143,84 %	13 755	23 814 090	10,31
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,23	
Taux de rendement moyen du marché	5,68	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,55	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	1 805 459,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 155 133 615,53	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,61	
Ratio moyen de satisfaction	77,83	
Ratio moyen de tendance	1 386,71	
Ratio moyen de couverture	7,21	
Taux de rotation moyen du marché	0,12	
Prime de risque du marché	1,66	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Géopolitique

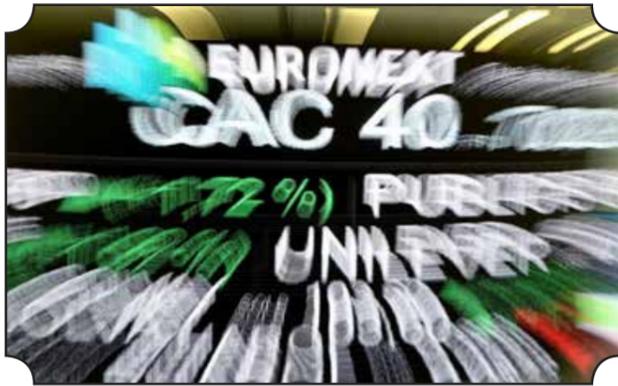
La crise ukrainienne fait dévisser les marchés boursiers

L'Europe chutait lourdement dans les premiers échanges ce lundi, avec des pertes de plus de 3% à Paris, Milan et Francfort. Les Bourses asiatiques, elles aussi, étaient en recul.

Les marchés boursiers mondiaux tanguaient sévèrement lundi, inquiets d'une possible invasion imminente de l'Ukraine par la Russie. Washington a réaffirmé, dimanche, que Moscou pouvait attaquer «à tout moment», et de nouveaux efforts diplomatiques intenses, ce week-end, entre les dirigeants occidentaux et le Kremlin n'ont pas fait baisser la tension. Ce lundi, l'Europe chutait lourdement dans les premiers échanges, avec des pertes de 3,68% à Milan, de 3,51% à Paris, de 3,28% à Francfort, touchant un plus bas depuis octobre, et de 1,91% à Londres vers 10 heures (heure suisse). En Russie, l'indice RTS plongeait de 4,29%. Les marchés asiatiques avaient déjà donné le ton plus tôt, Tokyo perdant 2,23%, les Bourses chinoises reculant plus modérément (Hong Kong -1,41%, Shanghai -0,98%). Dès vendredi, les inquiétudes géopolitiques des investisseurs avaient fait basculer Wall Street nettement dans le rouge: le Dow Jones avait perdu 1,43%, le Nasdaq 2,78% et l'indice élargi S&P 500, 1,90%.

Les investisseurs se tournent vers les emprunts d'État

«Le marché intègre le danger d'une guerre dans les cours, observe Jochen Stanzl, analyste chez CMC Markets. Même si l'espoir d'une avancée diplomatique de dernière minute dans le dossier ukrainien reste important sur les marchés, beaucoup d'investisseurs sont forcés de se sé-



• Selon les experts financiers, le marché intègre le danger d'une guerre dans les cours. Toutes les valeurs étaient touchées par ce mouvement, mais les bancaires encore plus. AFP

parer d'actions en raison de la hausse des risques géopolitiques.» La peur d'un conflit armé pousse au contraire les investisseurs à se réfugier vers des actifs perçus comme plus sûrs, comme les emprunts d'État; le rendement à dix ans de l'Allemagne, qui fait référence en Europe, tombait ainsi à 0,20%, contre 0,30% à la clôture, vendredi. Toutes les valeurs étaient touchées par ce mouvement, mais les bancaires encore plus. À Paris, Société Générale, particulièrement présente en Russie, chutait de 6,73% à 33.54 euros, BNP Paribas de 5,19% à 61.50 euros. À Francfort, Deutsche Bank plongeait de 5,71% à 13.58 euros, et Unicredit de 5,72% à 14.80 euros.

Secteurs aérien et automobile durement touchés

Les valeurs automobiles subissaient aussi de lourdes pertes, à l'image de tout le secteur industriel, sensible

aux variations de l'activité économique. Renault chutait de 5,52% à 33.96 euros à Paris, BMW de 4,12% à 91.37 euros à Francfort. Les compagnies aériennes, comme Air France-KLM (-8,12% à 4.04 euros) ou le géant du tourisme TUI (-6,43% à 267,90 pence), à Londres, étaient aussi fortement touchées. Les cours du pétrole restaient très hauts après leur envolée de plus de 3% vendredi. Le baril de Brent pour livraison avril ne reculait que de 0,22% à 94.23 dollars, et le WTI à échéance mars restait stable à 93.08 dollars vers 10 h 55. «Le cours du pétrole est ainsi très surveillé et pourrait atteindre le seuil des 100 dollars à court terme et peser un peu plus sur la hausse de l'inflation», estime Vincent Boy, analyste du courtier IG France. Enfin, l'euro cédait 0,34% face au billet vert, à 1,1312 dollar. Le bitcoin s'effritait, quant à lui, de 0,31% à 42'100 dollars.

(AFP)

Turquie

Baisse de la TVA sur les produits alimentaires de base

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a annoncé samedi une baisse de la TVA de 8 à 1% sur les aliments de première nécessité, alors que le pays est confronté à une inflation record depuis 2002.

«Dans le cadre de notre programme de simplification du système de la TVA, nous allons réduire la TVA de 8% à 1% sur les produits alimentaires de base», a déclaré Recep Tayyip Erdoğan. Parmi les produits concernés figurent les fruits et légumes et fruits secs, les produits laitiers et les huiles alimentaires, a détaillé le président turc, alors que des manifestations sont prévues samedi et dimanche à travers le pays pour dénoncer la hausse du coût de la vie. «Toutes ces réductions seront un gain important dans notre combat contre



l'inflation», a assuré M. Erdoğan, alors que la hausse des prix à la consommation a atteint 48,69% sur un an en janvier, au plus haut depuis l'arrivée au pouvoir de son parti fin 2002. L'inflation est devenue un sujet brûlant en Turquie à seize mois de la

prochaine élection présidentielle, l'opposition et certains économistes accusant l'Office national des statistiques (Tüik) - dont le chef de l'Etat a limogé récemment le directeur - de sous-estimer de plus de moitié son ampleur.

Le Figaro avec AFP

Pétrole

Aramco transfère 4% de ses actions au fonds souverain saoudien

Amin Nasser, président et PDG de Saudi Aramco, lors d'une conférence de presse le 3 novembre 2019 dans la région de Dhahran, dans l'est de l'Arabie saoudite. afp.com

Ces actions représentent 80 milliards de dollars (70 milliards d'euros) et l'opération vise à "soutenir la restructuration de l'économie nationale" saoudienne, conformément à la Vision 2030, a ajouté SPA. Ce programme de réforme porté par le prince héritier Mohammed ben Salmane, dirigeant de facto du pays, vise à diversifier l'économie du pays très dépendante de l'industrie du pétrole, le PIF investissant dans divers secteurs au niveau national et mondial. L'Etat reste toutefois actionnaire majoritaire d'Aramco à 94%, et le PIF étant par ailleurs un organisme public dirigé par le prince héritier lui-même, a précisé SPA. "Le royaume continue ses initiatives pour poursuivre le processus de réformes économiques et financières qu'il a entrepris et mettre en œuvre des plans de transformation économique", a déclaré le prince Mohammed, cité par SPA. Première exportatrice de pétrole brut au monde, Aramco, entreprise jadis totalement étatique, avait été introduite en grande pompe en Bourse à Ryad en décembre 2019. L'opération a rapporté 29,4 milliards de dollars (environ 26 milliards d'euros) au royaume. Le transfert de 4% de ses actions s'inscrit également dans le cadre d'un plan du PIF de porter ses actifs sous gestion à environ 1.000



• saoudien Aramco a "transféré" 4% de ses actions au Fonds d'investissement public (PIF), le fonds souverain de la riche monarchie du Golfe qui cherche à diversifier son économie, a annoncé dimanche l'agence de presse officielle SPA.

milliards de dollars d'ici à la fin de 2025, a ajouté SPA.

Rebond du pétrole

Le plan de diversification de l'économie est financé en grande partie par les revenus générés par les exportations de pétrole brut. L'opération de dimanche intervient au moment où les cours du pétrole s'enflamment sur les marchés mondiaux sur fond de craintes d'une invasion de l'Ukraine par la Russie. Aramco a été cotée à la Bourse saoudienne à la suite du plus important premier appel public à l'épargne au monde, générant 29,4 milliards de dollars pour 1,7% de ses actions. Le mastodonte de l'or noir avait annoncé un bénéfice net en hausse de 158%

au troisième trimestre 2021, notamment grâce au rebond des cours du pétrole et de la demande, atteignant 30,4 milliards de dollars contre 11,8 milliards de dollars au troisième trimestre 2020. Vache à lait du royaume, Aramco avait annoncé avoir versé 18,8 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires au deuxième trimestre, près de deux ans après son introduction en Bourse à Ryad. Saudi Aramco avait levé en juin 2021 six milliards de dollars grâce à l'émission d'obligations islamiques libellées en dollars, afin d'assurer le versement de ces importants dividendes promis à ses actionnaires lors de l'introduction en Bourse.

Avec information.tv-5monde.com

Énergie

La Norvège veut se doter d'éoliennes en mer d'ici 2030

Afin d'avoir accès à une énergie «propre et accessible», Oslo rêve d'«implanter» un champ d'éoliennes en mer du Nord. De quoi, après la première phase, fournir de l'électricité à 460'000 foyers.

Le gouvernement norvégien a présenté, mercredi, son plan de construction d'éoliennes en mer qui, espère-t-il, devrait voir les premières turbines érigées d'ici à 2030, à l'issue d'un appel d'offres. Plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, le pays scandinave vise la construction en deux phases, d'une capacité de 1500 MW chacune, d'un champ d'éoliennes posées (ancrées aux fonds marins) dans les eaux méridionales de la mer du Nord. «Il s'agit de garantir l'accès à une énergie propre et bon marché, ce qui résonne avec la situation actuelle», marquée par la cherté de l'électricité en Europe, a dit le Premier ministre travailliste, Jonas Gahr Støre. La première phase de ce champ, baptisé «Sørlige

Nordsjø II», fera l'objet d'un appel d'offres et ne sera destinée qu'à la consommation nationale. Le gouvernement a en effet exclu la pose de câbles tournés vers l'export, comme le demandaient les industriels, qui y voient une condition de rentabilité.

Deuxième phase reliée au continent?

Les premières turbines devraient être érigées «dans la seconde moitié» de la décennie, a dit Jonas Gahr Støre. Elles permettront de couvrir la consommation électrique de 460'000 foyers. Ultérieurement, une deuxième phase du projet pourrait être reliée au continent européen, mais cela dépendra d'une étude confiée à l'autorité norvégienne des ressources hy-

drauliques. L'organisation représentant les compagnies pétrolières - qui sont souvent les mêmes à être actives dans l'éolien -, Norsk olje og gass, a salué les «clarifications nécessaires» apportées par le gouvernement, mais a aussi reproché à celui-ci d'avoir revu les ambitions à la baisse, en scindant le champ éolien en deux phases. Le gouvernement s'est défendu en assurant qu'une telle scission permettait d'accélérer le démarrage du projet. Norsk olje og gass s'est également dit «surpris» de ne pas avoir été entendu sur la nécessité d'un câble vers le continent européen, qui aurait, selon lui, permis au projet de se passer de subventions publiques.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Sixième sommet UE-UA	17-18 Février 2022	Bruxelles	+32 2 281 5150/ +32 486 22 68 65
24e conférence internationale RSEP sur l'économie, la finance et les affaires	24-25 Février 2022	Vienne, Autriche	https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
Rencontres de l'Assurance de Casablanca	23-24 Mars 2022	En format hybride, Maroc	Téléphone : +212 5223-91850
World Coopération industries Forum	16-17 Mars 2022	Turquie (Ankara)	www.wcforum.com
Salon international des matériaux, technologies et mobilier	29 Mars au 1er avril 2022	Valence (Espagne)	https://fimma-maderalia.feriavalencia.com/
XVe Congrès forestier mondial	2 - 6 Mai 2022	République de Corée	https://www.wfc2021korea.org/
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16-19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	avca@avca-africa.org
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr

HOROSCOPE finance

Bélier Avec cet aspect de Jupiter, vous n'aurez pas votre prudence habituelle en matière de transactions financières. Cela ne vous empêchera pas de réussir un coup superbe. Mais soyez quand même vigilant. Evitez les risques excessifs, et méfiez-vous des propositions trop alléchantes.

Taureau L'influence conjuguée de Mars et de Jupiter peut se révéler problématique. Ces deux planètes ont pour conséquence de développer l'insouciance et le besoin de consommer, tout en fragilisant les placements et investissements. A vous, maintenant que vous êtes prévenu, de réfréner vos impulsions dépen-sières !

Gémeaux Une toute petite amélioration sur le plan financier. Continuez à rester prudent. Si vous vous sabbotez ce début d'embellie, vous ne pourriez peut-être plus vous relever complètement, et vous auriez à le regretter amèrement.

Cancer Vos intérêts financiers seront bien soutenus, et vos affaires devraient connaître une activité supérieure à la normale. Mais ce ne sera pas une raison pour chercher inconsidérément à assouvir votre fringale de dépenses !

Lion Vous ne faites pas partie des personnes les mieux organisées sur le plan financier. Mais avec cet impact de Neptune, vous allez d'un coup vous transformer en fourmi prévoyante. Vous parviendrez à y voir plus clair ; vous éviterez aussi de céder à des tentations ruineuses.

Vierge Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

Balance Sur le plan financier, Mercure, planète de l'intelligence, de l'habileté et du commerce, devrait vous protéger efficacement. Attention simplement à ne pas prendre de décisions trop rapides en matière pécuniaire : vous n'aurez pas toujours les idées très claires.

Scorpion Sur le plan matériel, vous serez très efficace et compétent. Vous parviendrez à résoudre des problèmes délicats, et vous gèrerez habilement vos finances. Toutefois, attention à certaines envies d'achat !

Sagittaire Il faudra vous montrer modéré et cir-conspect dans vos dépenses. Réglez vos créanciers si vous ne voulez pas avoir de sérieux ennuis.

Capricorne Pluton influencera favorablement le secteur de votre thème lié aux gains dans les jeux. Or, cette planète, assez austère, n'est pas de très bon augure sur le plan de la chance pure. Elle ne sera donc bénéfique qu'à ceux qui travaillent dur pour obtenir ce qu'ils désirent. Il vaudrait donc mieux ne pas jouer à des jeux de hasard aujourd'hui.

Verseau Votre situation financière ne devrait pas poser trop de problèmes. Votre équilibre ne sera pas menacé si vous restez prudent. Mais vous irez au-devant de difficultés si vous dépensez trop. Or, méfiez-vous, Jupiter et Pluton en dysharmonie pourront vous incliner à un comportement déraisonnablement imprévoyant.

Poissons Excellente journée pour réorganiser la gestion de vos biens matériels afin de gagner en efficacité. Même si vous ne possédez que quelques économies, autant les faire fructifier du mieux possible.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION
ET DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

PREFECTURE D'AGOE-NYIVE

COMMUNE AGOE-NYIVE 2

PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
PUBLICS



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

AVIS GENERAL D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 001/2022/PAN/CAN2/PRMP DU 04 FEVRIER 2022

Le Conseil Municipal de la Commune AGOE-NYIVE 2, afin de constituer son répertoire de base de données des fournisseurs et prestataires de services pour l'année 2022, lance un avis d'appel à manifestation d'intérêt général à l'intention des fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et consultants, désireux d'offrir leurs services dans le cadre des consultations restreintes et les demandes de renseignement de prix où tout autre procédure de marché public de la Mairie. Il les invite à introduire leurs dossiers de candidature au secrétariat de la PRMP de la Mairie AGOE-NYIVE 2 sise à Légbassito, 2ème von à gauche, Rue du Colonel BALL; 29 BP 69 Lomé-Togo, Tél : 90063734 / 91 99 18 00 / 70 22 32 32 / 96 18 55 55.

Il est rappelé aux prestataires et aux fournisseurs ayant été consultés une ou plusieurs fois par la Mairie, qu'ils ne sont pas dispensés de cette formalité.

Le dossier de candidature doit comporter :

- 1- Une lettre timbrée adressée à la PRMP, (formulaire disponible à la Mairie)
- 2- Les documents administratifs en cours de validité : carte d'opérateur économique dont le régime fiscal est le réel avec TVA, relevé d'identité bancaire, quitus fiscal de l'année en cours, le RCCM ;
- 3- Les expériences dans le domaine et les attestations de bonne fin d'exécution;
- 4- Les brochures ou autres documents de présentation de l'entreprise ;
- 5- Un Plan de localisation du siège de la société prestataire ;
- 6- Une Capture de la base de données des JFE prouvant l'enregistrement de l'entreprise auprès de la DNCMP pour les jeunes et femmes entrepreneurs ;

Catégories d'activités concernées sont les suivantes :

1. Cabinet ressources humaines /formation /gestion d'intérim /Audit
2. Cabinet conseil/comptabilité /fiscalité /marchés publics
3. Fourniture, installation de matériel électrique, installation de feux tricolores
4. Fourniture, installation et maintenance des climatiseurs
5. Travaux d'électricité bâtiment
6. Travaux de BTP
7. Réalisation et pose d'enseigne lumineuse, de luminaires et panneaux de signalisation
8. Travaux de câblage réseaux et informatiques
9. Fourniture, installation et maintenance de matériels informatiques
10. Fourniture et maintenance de matériels didactiques
11. Fourniture et maintenance de logiciels

12. Location et installation d'appâtâmes et chaises
13. Fourniture de produits d'entretien
14. Sonorisation
15. Fourniture de consommables bureautiques
16. Fourniture de matériels et mobiliers de bureau
17. Concessionnaires d'engins à deux (02) et quatre (04) roues
18. Garage mécanique automobile
19. Location de véhicules et engins de génie civil
20. Communication /Marketing /publicité
21. Travaux d'imprimerie/sérigraphie
22. Confection de tenues
23. Travaux de Décoration
24. Menuiserie bois et aluminium
25. Soudure
26. Peinture
27. Plomberie, électricité et ferrailage
28. Assurances
29. Agence de voyage
30. Agence immobilière
31. Fabrication, Fourniture et réparation de conteneurs
32. Création et aménagement des espaces verts
33. Dessin et art
34. Géométrie et topographie
35. Sensibilisation civisme fiscal
36. Prestataire en évènementiel
37. Pré-collecte des déchets ménagers
38. Travaux d'aménagement et assainissement
39. Services traiteur
40. Fourniture de matériels et mobiliers de bureau
41. Agence de sécurité

Les dossiers sont à déposer au secrétariat de la PRMP, à l'étage de l'immeuble de la Mairie de Légbassito, 2ème von à gauche, Rue Colonel Bali. 29 BP 69 Lomé-Togo ; Tél : 90 06 37 34 / 91 99 18 00 / 70 22 32 32 8/ 96 18 55 55.

Date de début de dépôt des dossiers : Lundi 07 Février 2022 à 07 H 00
Date limite de dépôt des candidatures : Vendredi 04 Mars 2022 à 17 H 00

NB : Seuls les candidats inscrits seront contactés dans les processus de marchés publics à la Mairie de Légbassito.

La Personne Responsable des Marchés
Publics de la Commune Agoè-Nyivé 2



Hessou PASSIWE

Consommation

Pourquoi le prix du bol de Gari a flambé ?

Sur les différents marchés de référence de Lomé et dans la banlieue, le bol du Gari (semoule fine obtenue à base du manioc) se négocie entre 1000 et 1100 FCFA contre 800 voire 900 F il y a quelques mois.

Pour comprendre cette hausse de prix, cap sur Abobo-Kaglo (à 28 km au nord-est de Lomé dans la préfecture de zio), une localité reconnue pour la culture intensive du manioc et surtout pour son génie à transformer le manioc en gari. Sur place, transformateurs et formatrices se bousculent dans les champs pour négocier auprès des producteurs leur récolte vendue au mètre carré. La matière première disponible (manioc), non seulement n'abonde pas comme jadis, les producteurs ont tout simplement revu à la hausse les prix du mètre carré. Simple loi du marché car tout ce qui est rare est chère. "Nous payons le carré de manioc entre 6000 et 7000 F.CFA selon la productivité du manioc. Actuellement, les prix sont passés à 10000 voire même 13000F le carré", révèle Déborah, formatrice du gari. A ces prix viennent greffés encore d'autres charges. Il faut par exemple payer les métayers, ceux qui font le pelage et celles qui feront la torréfaction du gari etc. "C'est tout un processus et chaque étape génère des coûts importants. Pour déterrer le manioc, il faut payer 3000F au carré et d'autres frais connexes. Toutes ces dépenses expliquent l'envolée des prix sur le marché", expliquent les principaux acteurs. "Nous livrons le bol aux bonnes dames entre 800 et 850 F. Et à leur tour, elles revendent aux consommateurs finaux en fixant leur prix pour ne pas perdre. Elles doivent y mettre aussi leurs frais de transports et autres", comprend Daniel Kodjo Agonde, transformateur.

Location des terres et mauvaise pluviométrie

Les producteurs du manioc interrogés par agridigitale.net avancent d'autres facteurs qui expliqueraient également la cherté du Gari sur le marché local. Richard Wonegou, producteur du manioc au sud-Togo témoigne



● Première étape du processus de transformation (image AGD/F.D.K)

que les terres agricoles sur lesquelles ils font la culture sont baillées auprès des propriétaires terriens. "L'hectare qui en 2020 était baillé à 20.000FCFA est passé à 35000 voire 50 000 F.CFA l'an", informe M. Wonegou. La mauvaise pluviométrie due au dérèglement du climat est aussi identifiée comme un facteur non négligeable. "La mauvaise pluviométrie que nous avons connue en 2020 et le retard des pluies en début de la campagne 2021 ont eu un impact considérable sur la production du manioc. Nous avons connu une pénurie des tiges de manioc", confient certains producteurs. "Certains producteurs ont été en retard sur la campagne et ne peuvent pas pour le moment vendre leur manioc. Ils attendront les premières pluies de mi-avril pour effectuer les opérations de vente et relancer immédiatement la production", ajoutent-ils. En attendant, la

rareté du manioc impacte de facto sur le prix du Gari sur le marché local. Les consommateurs sont ceux qui ressentent cette hausse des prix sur le marché. Déjà à certains endroits de Lomé et environs, plus possible de payer le Gari en sachet de 25F.CFA qui servait le plus souvent à accompagner le plat de haricot. "Nous avons payé il n'y pas longtemps le bol du Gari à 850 voire 900 F. Et juste quelques temps après, nous nous retrouvons à 1100 F le bol dans le marché. Face à cela, attacher le gari en sachet de 25F, c'est rouler à perte", partage Pélagie, commerçante des produits alimentaires à Lomé. Sur son étalage, le gari en sachet est à partir de 50 F voire 100F. CFA. Selon vous, quelles solutions face aux flambées de prix des denrées ?

Avec agridigitale.net



● Kodjo Agonde, transformateur



● Un champ de manioc à Abobo-Kaglo

Barça

Andrés Iniesta veut revenir

Après avoir quitté son club de cœur en 2018, Andrés Iniesta (37 ans) a poursuivi sa carrière au Japon, avec le Vissel Kobe. Mais lors d'un entretien avec l'influenceur Gerard Romero, l'ancien capitaine du FC Barcelone a avoué qu'il souhaitait un jour revenir en Catalogne pour aider son club formateur, avec qui il a notamment remporté quatre Ligues des Champions.

J'adorerais revenir au « Barça », a-t-il indiqué, avant de préciser qu'il souhaitait revenir pour aider l'institution et qu'il était « difficile de savoir ce qui se passera dans le futur ». « Le Barça est ma maison et je ne pourrais pas être mieux que là-bas. Aujourd'hui, j'aime beaucoup penser à jouer. C'est ce qui me fascine le plus aujourd'hui. Le temps joue contre moi comme on



dit, mais je ne sais pas où je me vois quand je prendrai ma retraite. Il m'est souvent venu à l'esprit que j'aimerais devenir entraîneur ou me

préparer à devenir directeur sportif. J'aimerais être lié au football, oui», a avoué l'ex-milieu de terrain de la Roja.

Avec footmercato.net

PSG-Real

Karim Benzema évoque le cas Kylian Mbappé

Un match dans le match. Ce mardi (21 heures), le PSG accueille le Real Madrid au Parc des Princes dans le cadre des huitièmes de finale aller de la Ligue des champions.

Une rencontre au cours de laquelle tous les projecteurs ou presque seront braqués sur Kylian Mbappé (23 ans), en fin de contrat en juin prochain avec les Rouge et Bleu et attendu chez les Merengues dès la saison prochaine. Présent en conférence de presse avant ce choc européen, Karim Benzema a évidemment été questionné sur le cas du champion du monde 2018. « C'est un match très important. Jouer contre Kylian est spécial car nous avons joué ensemble avec l'équipe de France. Tout le monde sait qu'un jour il pourrait jouer pour Madrid, mais



le plus important est de jouer et de gagner. Les amitiés, c'est pour après le match. Je ne peux que lui souhaiter un bon match. C'est un grand joueur », a ainsi lâché le serial buteur des Bleus et

du Real. KB9 a également entretenu le doute quant à sa participation à cette partie. Et donc au match dans le match qu'il pourrait animer avec KM7.

Avec footmercato.net

Man City

Pep Guardiola veut que Raheem Sterling prolonge

Après la large victoire de son équipe sur la pelouse de Norwich samedi (4-0), Pep Guardiola a déclaré qu'il souhaitait que Raheem Sterling, auteur d'un triplé durant la rencontre, prolonge à Manchester City.

Le technicien espagnol a cependant affirmé que toute décision concernant l'avenir de l'Anglais de 27 ans serait prise par le club. « À propos de l'avenir, je ne sais pas ce qui va se passer. Le club décide. Je donne mon avis mais bien sûr c'est le club qui prend la

décision finale tout le temps » a expliqué Guardiola en évoquant son attaquant. Sous contrat avec City jusqu'en juin 2023, Raheem Sterling et son club ne sont toujours pas parvenus à un accord pour une prolongation. Des négociations compliquées qui suscite l'intérêt d'autres

clubs, notamment le PSG qui est prêt à bondir pour récupérer l'international anglais. Joueur clé de l'équipe de Pep Guardiola, l'ailier gauche a disputé 30 matchs cette saison avec les Citizens, inscrit 12 buts et délivré 4 passes décisives.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires	
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	
	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de DECLARATION, de PAIEMENT et de DEMANDE DE SERVICES en ligne de l'OTR

Gérez en ligne, à partir d'un terminal connecté, où que vous soyez et en temps réel : toutes procédures et démarches fiscales ; suivi et gestion des dossiers, demande de la carte d'immatriculation fiscale, de quitus ou tout autre document fiscal, demande de facilité de paiement...

L'OTR n'est plus seulement votre allié dans votre engagement citoyen et votre contribution à l'édification du bien commun, il est aussi votre conseiller, votre compagnon de tous les jours grâce à sa plateforme digitale DIMANA.

Pour vous et pour tous, faisons le simplement en ligne.

<https://dimana.otr.tg>